

AU NOM DE L'INDEPENDANCE ET DE LA SOUVERAINETE, DONNEZ-MOI PLUS D'ARMES ET PLUS D'AIDES, MAIS LAISSEZ-MOI TUER MES FILS

Suite de la page 2

la majorité n'est pas possible avec nos militaires. Ainsi, ils ne pourront rien modifier dans ce corps.

Et le plan de conclure : "Ces 17 régles sont pour l'intérêt de tout Tutsi qui doit les respecter inconditionnellement. Nous avons régné sur les Hutu des centaines d'années, ce n'est pas aujourd'hui que nous ne parviendrons pas à les dominer à cause de la blague qu'est le courant démocratique. L'honneur là où il a toujours été."

Ce plan a été publié par le bimensuel PANAFRIKA dans sa version en kirundi. Ledit plan nous a été présenté comme un tract dans PANAFRIKA N° 1, pages 7 à 8. Le plan fut suivi à la lettre et les résultats sont ceux que nous voyons et qui étaient attendus par les concurrents:

1. La méfiance est devenue presque institutionnalisée. Si la présence d'un responsable ou d'un adjoint de la même ethnie tutsi est acceptée, l'inverse n'est pas du tout toléré (cf. Convention du Gouvernement et nomination aux différents postes, sauf à la justice, police et armée). Et les responsables hutu à tous les niveaux sont en train d'être écartés par des manœuvres malhonnêtes (refus de l'autorité, fausse accusation, ...).
2. Les Hutu ont été systématiquement chassés de la très grande partie des quartiers de la Capitale. Ils ont été regroupés dans deux quartiers à l'image des "homelands" et des "bantustans", avec une forte occupation des militaires tutsi dont le comportement montre bien qu'ils sont loin d'être présents pour protéger la population, ce qui est très dangereux quand ils déclancheront les massacres des Hutu. Tous les centres du pays sont l'apanage de l'ethnie tutsi.
3. Les réfugiés tutsi ont vite fait de rassembler tous les Tutsi pour les protéger dans des camps de déplacés, et ils laissent les Hutu à leur sort, assassinés, mais de temps à autre à leur insécurité.
4. Les écoles secondaires sont aussi maintenant l'apanage des jeunes Tutsi. Des assassinats des Hutu sont très fréquents, instaurant ainsi et décourageant les élèves hutu qui sont alors contraints à quitter l'école. Le refus des enseignants et des autorités hutu dans les écoles rentre dans cette logique criminelle.
5. Des massacres sont de temps en temps organisés, le tort est souvent jeté à des bandes armées autour desquelles on se refuse délibérément de faire la lumière. Les Tutsi étant bien protégés partout où ils sont depuis plus d'une année, ce ne sont que les Hutu qui meurent.
6. Des expéditions de vengeance sont cautionnées par des éléments militaires qui appuient des milices bien entraînées avec aussi la collaboration d'anciens militaires retraités.
7. L'opération de désarmement est

sélective et vise plutôt à tuer. On ignore le sort des armes saisies; elles seraient distribuées aux "sans-déchet".

8. Tout est mis en oeuvre pour gêner l'action du Gouvernement; les Parlementaires sont aussi des cibles privilégiées.

9. Lentement et sûrement comme programmé pour ne pas attirer l'attention de la Communauté Internationale, les autorités du FRODEBU et de la Mouvance sont en train d'être éliminés physiquement dans un silence presque total.

10. Tout en continuant à réclamer des aides humanitaires d'urgence, les Tutsi de l'Opposition refusent de reconnaître qu'il y a des problèmes dans le pays et le rôle que peut jouer la Communauté Internationale pour le retour de la paix au Burundi. C'est ainsi que

- le maintien des déplacés dans les centres est un acte délibéré au service de la désstabilisation, étant donné qu'il a été clairement démontré que les déplacés constituent une véritable source d'insécurité dans le pays. C'est un crime de continuer à marquer les consciences des Tutsi et de la Communauté Internationale en présentant les gens de l'ethnie hutu comme des assassins ou des bêtes féroces que tout Tutsi doit fuir;
- le refus de l'embargo des armes proposé par le Parlement Européen montre le soutien à un armement qui a clairement montré qu'il n'est pas au service de la paix et de la sécurité pour tous les citoyens burundais;
- la réjet des observateurs internationaux la tendance de cacher le mal qu'on fait mais qu'on met sur le dos des autres;
- la réticence à une justice internationale est une preuve infutable de la peur d'être jugé;
- le refus d'une assistance pour le maintien de l'ordre et de la sécurité est une pure contradiction pour une ethnie qui se réclame majoritaire et menacée d'être exterminée;
- le recours à la violence, la violence du droit à la vie, à la propriété, et le refus du libre choix des dirigeants est une négation de la démocratie; il est plus que temps que la Communauté Internationale regarde avec attention particulièrement cette situation du Burundi qui est allée au-delà de ce que l'on pouvait s'imaginer en matière de la violation des droits de l'homme, et adapter des mesures qui s'imposent, des mesures allant même au principe d'ingérence humanitaire, parce qu'après tout AU NOM DE QUOI DES FILS ET DES FILLES D'UNE NATION SONT TUES PAR DES ARMES QU'ILS ACHETENT ET AVEC UNE COMPLICITE OU INCOMPETENCE DES CORPS QUI ETAIENT SUPPOSES LES PROTEGER? IL FAUDRAIT UNE REPONSE AUTRE QUE L'INDEPENDANCE ET LA SOUVERAINETE, et la Communauté Internationale devrait y répondre, à moins qu'elle ne tienne un jour à fournir une aide dans l'enterrement des masses

de cadavres de la population, et accepter d'avoir après des génocidaires pour partenaires.

M.N.

DECLARATION du Parti SAHWANYA FRODEBU suite à l'ASSASSINAT de S.E. KABUSHEMEYE E., Président du Rassemblement du Peuple (R.P.B.) et Ministre de l'Energie et des Mines

Le Parti SAHWANYA FRODEBU vient d'apprendre avec stupeur et indignation l'ignoble assassinat de son Excellence Monsieur KABUSHEMEYE Ernest, Président du Parti pour le Rassemblement du Peuple Burundais (R.P.B.) et Ministre de l'Energie et des Mines et ce, depuis le Gouvernement de Son Excellence Melchior NDADAYE.

Ce meurtre crapuleux vient grossir encore une fois le nombre de victimes des assassinats politico-ethniques visant presque exclusivement les cadres et hauts responsables issus des Forces de Changement Démocratique.

Il apparaît évident que cet acte s'inscrit dans la logique d'une spirale de violences animées et entretenues par des éléments anti-démocratiques dont la détermination est de décapiter l'élite des Forces de Changement Démocratique.

Le Parti SAHWANYA FRODEBU condamne avec la dernière énergie cet acte ignoble et barbare.

Le Parti SAHWANYA FRODEBU présente ses condoléances les plus attristées à la famille éprouvée du défunt et se joint aux membres du Parti R.P.B. en ces moments douloureux.

Le Parti SAHWANYA FRODEBU lance un appel pressant au Gouvernement, aux Forces de l'Ordre et à la Justice de tout mettre en oeuvre pour arrêter et juger rapidement les coupables de ce meurtre crapuleux.

Le Parti SAHWANYA FRODEBU lance un appel à toute la population, quelle que soit son appartenance politique, pour garder le calme et la sérénité devant cette nouvelle dure épreuve.

Le Parti SAHWANYA FRODEBU demande aux amis du Burundi et à toute la Communauté Internationale de rester vigilant et de suivre de très près la situation de sécurité qui se dégrade au jour le jour au Burundi.

Fait à Bujumbura,
le 11 mars 1995.

Pour la Parti SAHWANYA FRODEBU,

BAMVUGINYUMVIRA Frédéric,
Porte-Parole du Parti SAHWANYA FRODEBU.

N.D.L.R. :

Les rédacteurs de "L'ECLAIREUR" présentent aussi leurs condoléances à la famille du Docteur Ingénieur Ernest KABUSHEMEYE dont la photo d son vivant est la suivante :

